

Intervention de la CGT au CTP du 21/03/06

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr
Document réalisé le 21/03/2006, consultable en intranet : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/> – et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

En 2003, nous étions déjà inquiets par rapport à la réalisation du chantier « S2I », la présentation qui nous en avait été faite en CTP du 19 septembre ayant été, pour le moins, assez floue.

Aucun calendrier de travaux ne nous avait été présenté, ni aucune programmation des tranches de financement. Les priorités n'étaient pas définies. L'articulation elle-même entre l'ancien et l'actuel système ne semblait pas prévue, en tous cas, nous n'en avons eu aucune définition.

Courant 2005, l'écho des premières difficultés nous parvient et, depuis janvier 2006, depuis le lancement du premier module dit « finances » de S2I, c'est l'exaspération générale qui monte.

La présentation de S2I étant l'un des points de l'ordre du jour du CTP du mardi 21 mars 2006 et venant d'être saisis par un grand nombre d'agents sur les difficultés rencontrées, **nous avons fait la déclaration suivante avant de remettre à la direction un cahier de doléances constitué sur la base des remarques que nous avons reçues de toute part.**

Lors du précédent CTP (12 janvier 2006), Michel EDDI, Directeur Général Délégué de l'appui à la recherche et Délégué Général de S2I, s'est bruyamment félicité du lancement en temps et en heure du domaine S2I finances reprenant les termes de son courrier du 11 janvier encore en accès direct sur la page d'accueil de S2I sur la partie Intranet du site de l'INRA.

Il est symptomatique de constater d'une part que la dernière mise à jour de ces pages date du 12 janvier comme si le temps s'était arrêté depuis et, d'autre part, que n'y figure pas le courrier de Michel EDDI du 31 janvier 2006, toujours volontariste mais beaucoup moins enthousiaste.

La liste des problèmes majeurs rencontrés qu'il établit à cette date est édifiante et encore d'actualité plus de six semaines plus tard.

Nous savons tous que la mise en route d'un nouveau progiciel, comme de tout nouvel outil de travail, demande toujours un certain temps pour que les utilisateurs se l'approprient.

Mais, cette durée est d'autant plus courte que l'outil est bien conçu, adapté et ergonomique, que la formation est de qualité, bien assurée et assez longue pour permettre d'assimiler, et enfin, que la communication à son sujet permettent aux utilisateurs d'échanger leurs difficultés, interrogations et expériences.

1. Pourquoi un outil spécifique pour l'INRA ?

Nous ne remettons en cause ni la pertinence du choix technique, ni la compétence de nos collègues qui ont travaillé sur ce dossier.

Toutefois, en amont, pourquoi la Direction Générale a-t-elle délibérément choisi dans le domaine des Finances un outil spécifique pour l'INRA.

Alors qu'elle prône dans tous les domaines, la « mutualisation des moyens » qui, à ses yeux, permet une meilleure efficacité et des économies d'échelle, pourquoi ne s'est-elle pas concertée avec le CNRS et l'INSERM deux EPST majeurs soumis aux mêmes règles financières et budgétaires.

L'expérience douloureuse et coûteuse de NABUCCO n'a-t-elle servi à rien.

Aucun élément de l'argumentaire du dossier, en particulier celui développé sur le site du S2I explique pourquoi il fallait que l'INRA fasse appel à un progiciel particulier.

La LOLF que nous dénonçons s'applique aussi au CNRS et à l'INSERM et les problèmes induits par la mise en œuvre technique des nouvelles règles budgétaires auraient été abordés et résolus probablement plus rapidement si l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (UNILOG), le fournisseur (Oracle pour le progiciel People Soft), et l'intégrateur (STERIA) s'étaient retrouvés face aux trois poids lourds des EPST.

2. Cahier des charges rédigé par les utilisateurs

Nous ne remettons pas en cause l'assistance à la maîtrise d'ouvrage assurée par UNILOG : aux dires des collègues concernés, la prestation a été de qualité.

Nous ne remettons pas en cause le professionnalisme des 36 collègues de l'INRA qui ont constitué **« l'équipe projet fonctionnelle non permanente »**.

Mais nous soulignons les points suivants

- a) les grandes options ont été définies par la Direction Générale, le cahier des charges a donc été rédigé pour satisfaire ses besoins
- b) si des utilisateurs INRA ont bien été associés au montage du projet, à la différence de NABUCCO, force est de constater que les secrétaires d'unité, utilisatrices de base du système, n'ont pas été sollicitées pour préciser leurs besoins et attentes lors de la conception générale, ni lors de la conception détaillée, ce que reconnaît d'ailleurs les concepteurs du site S2I qui disent à la page Conception détaillée : « A ce stade, il n'y a pas d'utilisateurs de base, qui seront intégrés ultérieurement dans les phases de tests. »
- c) même si des utilisatrices de base ont bien été intégrées dans les phases de test, comment leurs remarques, objections et propositions ont-elles pu être prises en compte à ce stade si tardif de la procédure.

3. Une vision globale de l'INRA du haut vers le bas mais pas du bas vers le haut.

Lorsqu'il fonctionnera correctement, S2I-Finances permettra probablement à la Direction Générale de disposer d'une vision globale sur l'Institut, qui fait quoi, qui rapporte quoi, qui dépense quoi et combien chaque unité consacre à telle et telle action.

A une échelle plus réduite, il en sera de même des directions scientifiques, des chefs de département, des présidents de centre et, peut être, des directeurs d'unité.

Mais S2I Finances est fait pour regarder du haut vers le bas mais pas pour regarder du bas vers le haut, l'inverse d'une lorgnette.

Et les sources des difficultés rencontrées par nos collègues utilisatrices de base sont bien là

Un exemple parmi tant d'autres

Pour une unité donnée, le système regroupe les ex contrats B en Ressources Propres Sans Individualisation Budgétaire, RPSIB.

Il est aisé au niveau du DUPRMU (directeurs d'unité), du GDPT (chefs de département) et donc de la Direction Générale, de connaître la part relative des RPSIB dans le budget de telle ou telle unité.

Ce ratio étant un indicateur de gestion, nous voyons aisément le parti de la hiérarchie pourra en tirer.

En revanche, la secrétaire de l'unité qui est également chargé d'assurer la justification de ces contrats ex B, doit faire le tri au sein des ces RPSIB pour retrouver les montants ouverts sur chaque ligne budgétaire de chaque contrat.

Qui a décidé de limiter à quinze le nombre d'enveloppes destinées à accueillir ces montants ? Qui a décidé que ce nombre devait être une constante non modifiable, gravée dans le marbre ou l'airain, pour toutes les unités de l'INRA ?

4. Une formation déficiente

Le système retenu de formateurs-relais, 56 gestionnaires d'unité et 32 gestionnaires de centre, transmettant ensuite leur savoir aux utilisateurs finals (souvent finauds mais pas finaux) est un système générateur de pertes en ligne.

Ces pertes sont d'autant plus importantes que la formation est faite sur des cas d'écoles simplifiés fonctionnant dans un environnement non encombré, sur des modules non-conformes au produit final réceptionné et ne permettant pas de simuler les difficultés quotidiennes des utilisatrices de base, .

De l'avis des collègues concernés, la prestation de STERIA n'a pas été à la hauteur des engagements

Par exemple, quelles conclusions applicables à la réalité, pouvez vous tirer de la Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement lorsque celle-ci est effectuée par seulement une vingtaine de testeurs qui n'ont pas tous travaillé simultanément ?

Il n'est pas surprenant qu'une part importante des griefs porte sur les temps de connexion ou de réponses anormalement longs.

Ceci a conduit certains SDAR à inviter, inciter voire ordonner à nos collègues à venir travailler le samedi, à quand les trois huit à l'INRA.

Ces problèmes ont totalement été ignorés lors de la VABF et de la « recette du produit ».

Ce système est pervers, car il met nos collègues formateurs - relais en porte à faux vis-à-vis d'une part de nos collègues utilisatrices de base qui attendent légitimement d'eux qu'ils les aident à résoudre les problèmes auxquels elles font face et d'autre part vis-à-vis de la Direction Générale.

Celle-ci pourra aisément mettre en doute leurs aptitudes à valoriser la formation qu'ils ont suivie, les accuser de porter tort aux « qualités intrinsèques de S2I Finances », et leur faire porter une partie des responsabilités.

Pourquoi, forte de l'expérience cuisante antérieure, la Direction Générale n'a-t-elle pas prévu un passage progressif d'un système à l'autre ou une procédure sur site pilote, permettant de résorber progressivement les difficultés sans exiger la mobilisation générale de toutes les utilisatrices de base.

Etait-il si difficile pour la Direction Générale de négocier avec les ministères de tutelle de mettre en œuvre progressivement la LOLF et la TVA sans plonger l'INRA dans un tel bazar.

5. Une communication insuffisante voire médiocre

Les textes disponibles sur le site du S2I se caractérisent par un amphigouri ampoulé, plein de certitudes et destiné en fait à une poignée d'initiés.

Nous citons par exemple « L'objectif de l'intégration des divers domaines de S2I doit être la vraie valeur ajoutée du nouveau système en permettant la fusion des cultures du chiffre, du texte et du transactionnel ».

Les collègues qui pensaient benoîtement que le système avait pour objectif de leur simplifier le travail, en sont toutes marries.

Pourtant la Direction Générale, échaudée par la carambouille de NABUCCO, aurait pu éviter une telle situation.

Les porteurs de NABUCCO ont eu au moins un mérite, celui de promouvoir l'opéra de Verdi et de permettre aux secrétaires exaspérées et révoltées d'entonner le chœur des esclaves.

Cette fois-ci, face à S2I et aux stress qu'elles endurent, vous ne leur proposez que de chanter. Tout tout tout, j'vous dirai tout sur S2I, le vrai le faux, le laid, le beau,

Nous pourrions en rire si cela ne concernait pas le quotidien de nos SUPERGCORDO et nos SUPERGUDU.

Il n'est probablement pas loin le temps où il leur sera reproché de ne pas savoir mettre en œuvre ce système si génial dont on comprend à l'usage que vous n'avez pas voulu afficher trop le nom. People Soft, même traduit en français, pourrait paraître de la provocation à celles qui se débattent dans les multiples fenêtres pour retrouver les pièces qu'elles ont eu tant de mal à enregistrer.

Qu'attend la Direction Générale pour expliquer vraiment le fiasco auquel a conduit la reprise des données, caractérisées toujours sur le site de S2I comme un travail souvent sous-estimé et peu valorisé. En l'occurrence, le travail a été totalement sous-estimé puisqu'une bonne partie de la base Fournisseurs a dû être copiée et collée à la main.

Qu'attend la Direction Générale pour expliquer pourquoi certaines unités n'ont toujours pas la totalité de leur budget ?

Qu'attend la Direction Générale pour expliquer pourquoi de nombreux fournisseurs n'ont toujours pas été payés et qu'il sont en droit de percevoir des intérêts moratoires, des intérêts dus pour retard au

paiement de la créance, des intérêts qui seront prélevés sur le budget des unités qui n'en peuvent mais ?

Qu'attend la Direction Générale pour expliquer pourquoi de nombreux collègues n'ont toujours pas perçu les remboursements de leurs frais de déplacement, collègues à qui l'INRA se garde bien de proposer de verser des intérêts moratoires.

Qu'attend la Direction Générale pour mettre en place un système qui permette un réel dialogue entre les utilisatrices et qui leur assure une information fiable et validée.

C'est pourquoi le syndicat CGT-INRA vous remet ce cahier de doléances, constitué sur la base des remarques parfois acerbes mais toujours fondées sur l'expérience de terrain en espérant que la Direction Générale ne fera pas preuve d'autisme et les prendra en compte.

Elles viennent de collègues dont le rôle dans la production scientifique est rarement souligné et qui, en cette période, s'avère O combien déterminant.

En conséquence, la CGT-INRA demande à la Direction Générale de suspendre le processus de mise en fonction des autres domaines du S2I, en particulier de S2I-RH tant que nous n'avons pas la preuve du bon fonctionnement de S2I Finances.

Motion que nous avons proposée au vote du CTP du 21/03/06 :

« Compte tenu des difficultés actuelles du développement du S2I Finances, qui doivent être résorbées au plus vite, le CTP se prononce pour un moratoire de la mise en production des autres domaines de S2I. »

Résultat du vote : **10 Pour** : CFDT + CFTC + CGT et **10 contre** : l'Administration